

COMMUNIQUE

INJUSTE, BRUTALE, ET MAINTENANT ILLEGITIME !

Des millions de salarié-e-s et de jeunes, à l'appel de leurs organisations, manifestent depuis le 19 janvier pour exprimer leur refus de la réforme des retraites.

Depuis le début, ce projet de loi imposé comme un caprice par le président de la République ne tient aucun compte de la réalité du monde du travail et du refus de 70 % de la population et 94 % des salarié-e-s.

Alors qu'il n'y avait aucune urgence à engager une telle réforme, alors que nombre d'experts ont battu en brèche les arguments du gouvernement, alors que rien aujourd'hui ne justifie d'obliger les travailleuses et travailleurs à travailler deux ans de plus, le président s'est entêté, allant jusqu'à faire un « bras d'honneur » à l'intersyndicale en refusant de la recevoir.

Tout ce que la première ministre a pu développer depuis des mois ne tient pas, pas plus que les déclarations pitoyables du ministre du travail qui continue d'appliquer une politique de mépris envers les organisations syndicales et de déni de dialogue social après avoir mis en œuvre la loi de transformation de la fonction publique.

Face à cette situation, en réponse au rejet de l'ensemble des organisations syndicales et au mépris de l'opposition d'une majeure partie de la population, le président de la République a choisi de poursuivre le bras de fer en déclenchant l'article 49-3 pour faire passer sa réforme sans vote à l'assemblée nationale.

Faisant, à travers cette décision, la preuve de sa faiblesse et de son incapacité démocratique à faire voter ce projet de loi, le gouvernement a choisi de passer en force et de bafouer la démocratie. Et le fait que le 49-3 existe dans la constitution n'en fait pas pour autant un outil démocratique !

Face à ce déni de démocratie, à ce mépris affiché envers les salarié-e-s, il n'y a qu'une seule réaction possible : **l'amplification de l'action par la grève !**

Une réunion des fédérations syndicales du ministère des Armées aura lieu lundi soir pour déterminer en commun les actions à mener.

Après cette journée, plus rien ne peut être comme avant, au ministère des Armées comme ailleurs !



Paris, le 16 mars 2023

